PROVINCE DE QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES

Procès-verbal d'une séance ordinaire du Conseil des commissaires de la Commission scolaire des Patriotes tenue le mardi 6 avril 2010, à 19 h 30 au 1740 rue Roberval, Saint-Bruno-de-Montarville.

SONT PRÉSENTS : mesdames et messieurs les commissaires Pierre Baril, Richard Boucher, Suzanne Chartrand, Brigitte Collin, Luce Deschênes Damian, Nicole Deschênes, Johanne de Villers, Manon Handfield, Claude Henri, Gaëtan Labelle, France Lacasse, Luc Lamoureux, Alain Langlois, Lucie Legault, Marc-André Lehoux, Gaétan Marcil, Hugues Ouellette, Hélène Roberge, Paul St-Amand, Paul St-Onge, ainsi que Isabel Godard et Carole Vigneault, représentantes du Comité de parents.

ABSENCES NOTIFIÉES : messieurs Sylvain Lacasse, Jean-François Rabouin.

ABSENCES : madame Sylvie Tremblay et messieurs Normand Dufour et Joel Santos.

Assistent également à cette séance: mesdames Normande Lemieux, directrice générale, Denise Gauvreau, directrice générale adjointe, Angèle Latulippe, directrice du Service des ressources financières, Monique Sauvageau, directrice du Service des ressources éducatives, Catherine Houpert, secrétaire générale adjointe, et messieurs Joseph Atalla, directeur général adjoint, Jacques Beaudet, directeur général adjoint, Alain Gauthier, secrétaire général, Michel Gauthier, directeur du Service des ressources informatiques, Claude Sasseville, directeur du Service de l'organisation scolaire, Sylvain St-Jean, directeur du Service des ressources humaines, et Dominic Arpin, coordonateur au Service des ressources matérielles.

1. CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Madame Suzanne Chartrand, présidente, fait la constatation du quorum et procède à l'ouverture de la séance à 19h30.

2. REVUE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

C-160-04-10 Il est proposé par monsieur Pierre Baril d'adopter l'ordre du jour suivant :

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance.
2. Revue et adoption de l'ordre du jour.
3. Revue et approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 9 mars 2010.
4. Affaires en cours :
   4.1. Suivi à la dernière séance.
5. Parole au public.
6. **Points de décision** :
   Direction générale
   6.1 Plan quinquennal de reddition de comptes / adoption.
   Secrétariat général
   6.2 *Règlement concernant le traitement des plaintes des élèves ou des parents d'élèves et concernant le protecteur de l'élève* / adoption.
   6.3 Élections scolaires et municipales simultanées en 2013 / adoption.
   Service des ressources matérielles
   6.4 Réaménagement du centre administratif / hypothèse.
   6.5 Protocole d'entente avec la Ville de Sainte-Julie.
   6.6 Ville de Beloeil – cession de terrain – construction d'une nouvelle école.

6.7 Appel d'offres pour le programme d'aide aux employés / formation du comité de sélection.

Service des ressources financières

6.8 Encadrements financiers / envoi en consultation.

Service des ressources éducatives

6.9 *Politique relative à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif* / envoi en consultation.

Service des ressources humaines

6.10 Période de fermeture estivale / adoption.

7. Points d'information :

Direction générale

7.1 Convention de partenariat.

Secrétariat général

7.2 Dépôt du procès-verbal de la séance du Comité exécutif du 16 février 2010.
(document déposé dans le portail)

8. Affaires diverses.
   8.1 Rapport du vérificateur général
9. Parole au public.
10. Rapport de la présidente
11. Parole aux membres du Conseil.
12. Levée de la séance.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

3. REVUE ET APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

C-161-04-10 Il est proposé par monsieur Marc-André Lehoux d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 9 mars 2010, tel que rédigé.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

4. AFFAIRES EN COURS

4.1. Suivi à la dernière séance

Madame Normande Lemieux, directrice générale, fait part du suivi apporté par la Commission scolaire au projet de développement d'une nouvelle école primaire «alternative» présenté par des parents à la dernière séance du Conseil.

5. PAROLE AU PUBLIC

Madame Suzanne Chartrand, présidente, explique la procédure et invite ceux qui le désirent à prendre la parole.

— Monsieur Roger Tremblay, président du Syndicat des professionnelles et professionnels des commissions scolaires de la Montérégie, fait part des positions et revendications syndicales dans le contexte des négociations en cours au niveau provincial. Il commente l'état actuel des négociations et sollicite l'appui du Conseil des commissaires via la FCSQ.

— Monsieur Patrick Jeannotte, vice-président du Syndicat des professionnelles et professionnels des commissions scolaires de la Montérégie, dépose un document et explique les faits saillants des demandes syndicales.

— Madame Anne Léonard, psychologue à la CSP, fait part de sa situation particulière et apporte un témoignage sur le contexte de l'exercice de sa profession en milieu scolaire.

Madame Suzanne Chartrand remercie les personnes présentes. Elle souligne que ce dossier est suivi de près par les commissaires et la FCSQ et que les parties partagent des objectifs communs visant à offrir des services éducatifs et créer un environnement propice à la réussite des élèves.

6. POINTS DE DÉCISION :

Direction générale

6.1 Plan quinquennal de reddition de comptes / adoption.

Madame Normande Lemieux, directrice générale, présente ce dossier. Elle répond aux questions et demandes d'éclaircissement des membres du Conseil.

Considérant l'adoption en août 2007 d'un plan quinquennal de reddition de comptes;

Considérant les consultations faites auprès des instances concernées pour la mise à jour du plan initial;

Considérant l'étude du dossier faite lors de la séance de travail du Conseil des commissaires du 23 mars 2010;

C-162-04-10 Il est proposé par madame Luce Deschênes Damian d'adopter la mise à jour du plan quinquennal de reddition de comptes tel que proposé.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Secrétariat général

6.2 *Règlement concernant le traitement des plaintes des élèves ou des parents d'élèves et concernant le protecteur de l'élève* / adoption.

Madame Catherine Houpert, secrétaire générale adjointe, présente ce dossier.

Elle fait part des derniers amendements apportés au projet de règlement en retour de consultation. Les modifications proposées sont passées en revue.

Elle fait part des informations qui seront diffusées à l'intention des élèves et des parents sur le site internet de la Commission scolaire des Patriotes dès demain.

Elle répond aux questions et demandes d'éclaircissement des membres du Conseil.

Considérant l'article 220.2 de la Loi sur l'instruction publique relative à l'adoption, par règlement, d'une procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents;

Considérant l'adoption par la ministre du Règlement sur la procédure d'examen des plaintes établi par une commission scolaire, en vertu de l'article 457.3 LIP;

Considérant la résolution du Conseil des commissaires no. C-137-02-10, autorisant la consultation relative à ce règlement;

Considérant les avis reçus en retour de consultation, dont celui du Comité de parents;

Considérant l'étude de ce dossier en séance de travail du Conseil des commissaires le 26 janvier et le 23 mars 2010;

C-163-04-10 Il est proposé par monsieur Alain Langlois d'adopter le *Règlement no. 8-2010 concernant le traitement des plaintes d'élèves ou de parents d'élèves et concernant le protecteur de l'élève* tel que déposé à l'annexe ACC-018-04-10.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

6.3 Élections scolaires et municipales simultanées en 2013 / adoption

Madame Suzanne Chartrand présente ce dossier.

Considérant que le Directeur général des élections du Québec a déposé le 17 mars 2010 un rapport sur les modifications proposées à la Loi sur les élections scolaires dans lequel il propose au gouvernement cinq scénarios confirmant la faisabilité de la tenue simultanée des élections scolaires et municipales, et ce, dès 2013;

Considérant que les taux de participation aux élections des divers paliers de gouvernement et particulièrement celui des élections municipales et scolaires sont à la baisse;

Considérant le devoir que les différents paliers gouvernementaux ont d'innover et de proposer de nouvelles façons de faire pour favoriser l'expression de la démocratie;

Considérant que la simultanéité des élections scolaires et municipales existe déjà dans plusieurs provinces canadiennes, notamment en Ontario et au Nouveau-Brunswick, depuis plusieurs années, et ce, avec succès;

Considérant que le Directeur général des élections du Québec confirme lui-même dans son rapport que plusieurs des scénarios proposés pourraient augmenter la participation populaire aux élections scolaires du fait que l'électeur n'aurait à se déplacer qu'une seule fois;

Considérant qu'un récent sondage Léger Marketing révèle que 87 % des répondants se disent favorables à la tenue simultanée des élections scolaires et municipales et que 82 % des répondants ont mentionné que cette simultanéité les inciterait davantage à aller voter;

Considérant que plusieurs élus municipaux ont indiqué publiquement leur appui aux élections scolaires et municipales simultanées;

Considérant la demande de la FCSQ de reporter les élections scolaires de 2011 pour tenir des élections scolaires en même temps que les élections municipales de 2013;

C-164-04-10 Il est proposé par monsieur Luc Lamoureux :

De demander au Gouvernement du Québec de prendre une décision rapidement en faveur de la tenue des élections scolaires et municipales simultanées dès 2013 et de mettre en place les dispositions nécessaires permettant aux municipalités et aux commissions scolaires de bien préparer cette élection.

De transmettre une copie de cette résolution à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, aux députés du territoire de la Commission scolaire des Patriotes, aux maires des municipalités du territoire, au président de l'UMQ, au président de la FQM et à la présidente de la FCSQ.

Madame Brigitte Collin demande le vote.

Votent pour :	17
Votent contre :	0
S'abstiennent :	3

La proposition est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Service des ressources matérielles

6.4 Réaménagement du centre administratif / hypothèse.

Monsieur Dominic Arpin, coordonnateur au Service des ressources matérielles, présente ce dossier.

Madame Suzanne Chartrand fait une mise en contexte du dossier et rappelle la démarche suivie.

Madame Johanne de Villers annonce son intention de voter contre la proposition et elle explique sa position.

Madame Chartrand souligne que toutes les options ont été étudiées et discutées en séance de travail.

Considérant la nécessité de réaménager le Centre administratif de la Commission scolaire des Patriotes;

Considérant les diverses démarches réalisées et les diverses analyses déposées et discutées;

Considérant la résolution C-128-12-09 relative aux trois hypothèses retenues;

Considérant l'analyse de ces trois hypothèses et leur présentation;

C-165-04-10 Il est proposé par monsieur Hugues Ouellette :

De retenir l'hypothèse d'une nouvelle construction;

De poursuivre les analyses permettant de démontrer le bien fondé du projet;

De poursuivre les démarches afin de déterminer une localisation optimale, tout en explorant toute éventualité d'un projet en partenariat avec une municipalité.

Madame Johanne de Villers demande le vote.

Votent pour :	19
Vote contre :	1
S'abstiennent :	0

La proposition est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Madame Johanne de Villers demande d'inscrire au procès-verbal sa dissidence.

6.5 Protocole d'entente avec la Ville de Sainte-Julie.

Madame Suzanne Chartrand présente ce dossier et répond aux questions et demandes d'éclaircissement des membres du Conseil.

Madame Normande Lemieux apporte des explications additionnelles.

Mesdames et messieurs les commissaires commentent le dossier et échangent sur les éléments de la proposition. Des précisions sont apportées.

Monsieur Alain Langlois s'absente temporairement de l'assemblée.

Considérant la demande de la Ville de Sainte-Julie pour l'obtention d'un droit de passage et de stationnement sur le terrain du Centre de formation professionnelle des Patriotes, dans le but d'accéder à un parc canin qui serait aménagé au nord-est du terrain;

Considérant les discussions avec la direction du Centre de formation professionnelle des Patriotes;

Considérant les discussions tenues lors de la séance de travail du Conseil des commissaires du 23 mars 2010;

C-166-04-10 Il est proposé par monsieur Paul St-Onge d'accorder un droit de passage et de stationnement sur le terrain du Centre de formation professionnelle des Patriotes, conditionnellement à la préparation d'une entente formelle qui précisera la réglementation relative à l'utilisation du parc canin et qui dégagera la Commission scolaire des Patriotes de toute responsabilité reliée à cette utilisation.

Monsieur Luc Lamoureux demande le vote.

Votent pour :	16
Votent contre :	3
S'abstiennent :	0

La proposition est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Monsieur Alain Langlois est de retour à l'assemblée.

Considérant la demande de la Ville de Sainte-Julie pour la rétrocession d'une parcelle de terrain située au nord-ouest du terrain du Centre de formation professionnelle des Patriotes pour la construction d'une nouvelle rue et la construction d'un CPE;

Considérant les discussions avec la direction du Centre de formation professionnelle des Patriotes;

Considérant les discussions tenues lors de la séance de travail du Conseil des commissaires du 23 mars 2010;

C-167-04-10 Il est proposé par monsieur Luc Lamoureux :

De donner un accord de principe pour la rétrocession d'une parcelle du terrain située au nord-ouest du terrain du Centre de formation professionnelle des Patriotes et de préparer un projet de protocole d'entente qui précisera, en échange, divers engagements de la Ville, dont les éléments suivants :

— Améliorer la visibilité du CFPP à partir de l'autoroute 20, soit par l'installation d'un panneau d'affichage sur le terre-plein à l'intersection de la rue Nobel et de la rue Bombardier, soit par l'ajout d'affichage directionnel dans les sorties de l'autoroute;

— Améliorer le transport en commun pour desservir les élèves du CFPP;

— Réaliser les travaux de construction de la nouvelle rue cet automne, incluant tous les réaménagements requis au stationnement du CFPP;

— Assurer une priorité aux enfants des élèves et du personnel du CFPP pour des places au nouveau CPE.

Madame France Lacasse demande le vote.

Votent pour :	19
Votent contre :	0
S'abstient :	1

La proposition est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

6.6 Ville de Beloeil – cession de terrain – construction d'une nouvelle école.

Madame Suzanne Chartrand présente ce dossier.

Considérant les nombreuses discussions avec les représentants de la Ville de Beloeil relativement à la cession d'une partie du terrain de la rue Lajeunesse pour la construction de logements sociaux et relativement à la cession d'un terrain pour la construction d'une nouvelle école dans le secteur « Les Bourgs de la Capitale »;

Considérant la lettre de la Ville de Beloeil proposant un terrain dans le futur parc André-Labadie;

Considérant que la localisation de ce terrain n'est pas appropriée et entraînerait plusieurs problèmes;

Considérant la lettre de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport rappelant à la Ville son obligation de nous fournir gratuitement un terrain bien situé;

Considérant les discussions tenues lors de la séance de travail du Conseil des commissaires du 23 mars 2010;

C-168-04-10 Il est proposé par madame Nicole Deschênes :

De refuser le terrain proposé par la Ville, dans le futur parc André-Labadie, pour l'implantation d'une nouvelle école;

De refuser la cession d'une partie du terrain de la rue Lajeunesse pour la construction de logements sociaux et de mandater la présidente et la directrice générale afin de poursuivre les discussions pour l'obtention d'un terrain adéquat pour la construction d'une nouvelle école dans le nouveau développement « Les Bourgs de la Capitale ».

La proposition est adoptée à l'unanimité.

6.7 Appel d'offres pour le programme d'aide aux employés / formation du comité de sélection

Monsieur Dominic Arpin, coordonateur au Service des ressources matérielles, présente ce dossier.

Madame Normande Lemieux apporte des explications additionnelles et répond aux questions et demandes d'éclaircissement des membres du Conseil. Madame Catherine Houpert, secrétaire générale adjointe, apporte des précisions au regard de certaines exigences légales concernant la composition du comité.

Considérant le processus d'appel d'offres pour le programme d'aide aux employés;

Considérant la *Politique relative à l'octroi des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction*;

Considérant le mode d'adjudication et la nature du dossier;

C-169-04-10 Il est proposé par monsieur Gaëtan Labelle :

De nommer les personnes suivantes pour constituer le Comité de sélection :

— Monsieur Djamel Taleb, coordonnateur du secteur auxiliaire au Service des ressources matérielles, à titre de secrétaire du comité;

— Madame Nathalie Avon, directrice-adjointe du Service des ressources humaines, à titre de membre;

— Monsieur Sylvain St-Jean, directeur du Service des ressources humaines, à titre de membre;

— Monsieur Paul St-Onge, commissaire, à titre de membre.

— Madame Suzanne Chartrand à titre de membre substitut.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Service des ressources financières

6.8 Encadrements financiers / envoi en consultation.

Angèle Latulippe, directrice du Service des ressources financières, présente ce dossier.

Elle fait part des dernières modifications résultant des règles budgétaires du MELS et répond aux questions et demandes d'éclaircissement des membres du Conseil.

Madame Normande Lemieux et madame Monique Sauvageau, directrice du Service des ressources éducatives, apportent des explications additionnelles.

Mesdames et messieurs les commissaires commentent le dossier.

Considérant l'importance d'obtenir les commentaires des diverses instances concernées sur le document 1 des encadrements financiers 2010-2011;

Considérant l'analyse faite par le Comité des priorités;

Considérant l'étude faite lors des séances de travail du Conseil des commissaires les 17 février et 23 mars 2010;

C-170-04-10 Il est proposé par monsieur Alain Langlois :

Qu'un mandat soit donné au Service des ressources financières d'engager, auprès des instances concernées, une consultation portant sur le document 1 des encadrements financiers 2010-2011.

La date de retour de consultation est fixée au 28 avril à 16 heures.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Service des ressources éducatives

6.9 *Politique relative à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif* / envoi en consultation.

Monique Sauvageau, directrice du Service des ressources éducatives présente ce dossier.

Madame Suzanne Chartrand souligne les constats très positifs se dégageant du sondage effectué auprès des directions d'établissement sur l'application et la mise en œuvre de la politique.

Proposition d'amendement à l'annexe I de la *Politique relative à une saine alimentation et à un mode physiquement actif*

Considérant la teneur des résultats du sondage effectué en janvier 2010;

C-171-04-10 Il est proposé par monsieur Gaëtan Labelle :

Que les membres du Conseil des commissaires adoptent l'amendement proposé, à l'article 14 de l'annexe 1, libellé comme suit, pour la consultation à venir :

De façon exceptionnelle
Lors de sorties éducatives et d'événements spéciaux organisés pour l'ensemble de l'école, chaque direction d'établissement, en accord avec les membres du conseil d'établissement, choisit ceux qui pourraient faire exception à la politique relative à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif, par exemple : les fêtes de l'Halloween, de Noël, de la Saint-Valentin et de Pâques.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Proposition d'amendement à l'annexe I de la *Politique relative à une saine alimentation et à un mode physiquement actif* – Autorisation de consultation

Considérant l'adoption par les membres du Conseil des commissaires de l'amendement proposé à l'article 14 de l'Annexe 1 de la *Politique relative à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif*;

C-172-04-10 Il est proposé par monsieur Paul St-Onge que le mandat soit donné au Service des ressources éducatives d'engager les consultations relatives au dossier susmentionné auprès des instances concernées avant de revenir auprès du Conseil des commissaires pour adoption de l'amendement proposé.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Service des ressources humaines

6.10 Période de fermeture estivale / adoption.

Monsieur Sylvain St-Jean, directeur du Service des ressources humaines, présente le sujet susmentionné.

Considérant la clause 5-6.05 A de la convention collective du personnel de soutien;

Considérant la clause 7-7.09 de la convention collective du personnel professionnel;

Considérant que la pratique habituelle de la Commission scolaire des Patriotes est de fermer durant une période de 2 semaines en juillet;

C-173-04-10 Il est proposé par monsieur Luc Lamoureux que la Commission scolaire des Patriotes fixe cette année la période de fermeture estivale du 18 au 31 juillet 2010 inclusivement, soit du dimanche au samedi inclus, c'est à dire deux semaines complètes

La proposition est adoptée à l'unanimité.

7. POINT D'INFORMATION

Direction générale

7.1 Convention de partenariat

Monsieur Jacques Beaudet, directeur général adjoint, présente un état de situation sur ce dossier. Il fait état des travaux en cours et des commentaires favorables reçus des représentants du MELS sur le projet en voie d'élaboration. Ce dossier sera étudié dans le cadre des travaux du Comité sur la mission éducative et les ressources humaines.

7.2 Dépôt du procès-verbal de la séance du Comité exécutif du 16 février 2010
(document déposé dans le portail)

Compte tenu de la présence de public et de la nécessité de tenir un huis clos d'une durée indéterminée sur le point 8 de l'ordre du jour, sur proposition de madame Suzanne Chartrand, les membres du Conseil conviennent de procéder immédiatement à la «Parole au public».

9. PAROLE AU PUBLIC

— Madame Denise Dubé prend la parole. Elle se plaint de l'inconfort des chaises mises à la disposition du public.

  Puis, elle brandit une lettre que la Commission scolaire lui a transmise et déclare qu'elle veut traiter en public du contenu de cette lettre et du dossier la concernant.

  Madame Suzanne Chartrand explique que le point «Parole au public» ne doit pas servir à traiter un dossier personnel en séance publique du Conseil. Elle souligne à madame Dubé qu'elle a déjà été invitée à une rencontre avec elle et madame Normande Lemieux à cette fin, invitation que madame Chartrand lui a réitérée peu avant l'ouverture de la présente séance, pour une rencontre jeudi cette semaine.

  Madame Chartrand doit suspendre la séance le temps que madame Dubé quitte l'assemblée.

— Au retour, madame Christine Chabot intervient sur le projet de développement d'une nouvelle école «alternative» qui a été déposé au Conseil des commissaires lors de la dernière séance et souligne l'intérêt du groupe de parents concernés pour la suite de l'étude de ce dossier.

Là-dessus, sur proposition de madame Chartrand, les membres du Conseil reviennent au point 8 de l'ordre du jour.

8. AFFAIRES DIVERSES

8.1 Rapport du vérificateur général

Huis clos

C-174-04-10 Il est proposé par monsieur Claude Henri que l'assemblée se poursuive à huis clos.

Il est 21 h 35.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Retour à l'assemblée publique

C-175-04-10 Il est proposé par madame France Lacasse que l'assemblée redevienne publique.

Il est 22 h 10.

10. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

Madame Suzanne Chartrand dépose un rapport sur les activités auxquelles elle a participé dernièrement.

Ce rapport fait état notamment :

Activités politiques et de représentation

— Rencontre avec le nouveau maire de Boucherville, monsieur Jean Martel (4 février).

— Rencontre avec monsieur Gilles Plante, maire de McMasterville, sur le dossier des élections scolaires et municipales (10 mars).
— Rencontre avec la mairesse et la directrice générale de la ville de Beloeil, pour le terrain de l'éventuelle école primaire (16 mars).
— CE et CA de la CRÉ Montérégie-Est (19 mars).

Activités CSP, RCSM ET FCSQ
— Rencontre du Comité de gouvernance et d'éthique (1er février).
— Rencontre du CA de la CRÉ Montérégie Est (5 février).
— Conseil général FCSQ (5-6 février).
— Lancement régional des « Journées montérégiennes de la persévérance scolaire » (10 février) *.
— Présentation du document « Réseau concerté pour l'actualisation de la gouvernance scolaire » au CCG (11 février) *.
— Vernissage du projet des « Livres détournés » et remise de prix (13 février) *.
— Lancement des « Journées montérégiennes de la persévérance scolaire » à la CSP – école orientante l'Impact (16 février) *.
— Cérémonie de clôture des « Olympiades régionales de la formation professionnelle et technique » (18 février 2010) *.
— Formatrice pour la FCSQ, avec monsieur Gilbert Dumont – « Un outil de références pour les élus scolaires, une approche par compétences » dans deux commissions scolaires (26 février et 13 mars).
— Formatrice pour les DE et présidents de CE de la CSP, en compagnie de madame Diane Miron et de 4 membres du personnel (DE, CP et madame Catherine Houpert), sur leurs rôles ainsi que leurs fonctions et responsabilités (10 mars).
— Session extraordinaire de la Commission permanente sur la mission éducative de la FCSQ, à laquelle les présidents des deux autres CP ont participé (12 mars).
— Rencontre avec les dirigeants syndicaux de la CSP pour faire le point sur leur présence au CC du 9 mars (17 mars).
— Présentation du document « Réseau concerté pour l'actualisation de la gouvernance scolaire » au Comité de parents et présidents de CE (18 mars).
— Présence à la première du film « Les porteurs d'espoir », réalisé par l'Office national du film à l'école La Farandole (24 mars).

* Représentation par madame Hélène Roberge.

D'autre part, madame Chartrand informe les commissaires que lors de la Soirée Reconnaissance du RCSM le 29 avril 2010, des prix seront remis à messieurs Dominique Leduc et Yvan Belleau, enseignants à la Commission scolaire des Patriotes, ainsi qu'à madame Carole Vigneault, commissaire parent, pour sa contribution à titre de parent bénévole.

Madame Chartrand invite mesdames et messieurs les commissaires à être présents à cette rencontre du RCSM.

11. PAROLE AUX MEMBRES DU CONSEIL

Madame Suzanne Chartrand fait part des évènements suivants et invite mesdames et messieurs les commissaires à y participer :

— L'assemblée annuelle du CLD Lajemmerais le 14 avril 2010.
— Le souper-bénéfice de la Maison de Jonathan le 15 avril 2010.
— Le souper-bénéfice de l'Orchestre symphonique de Longueuil le 12 mai 2010.

Sur proposition de madame Lucie Legault :

C-175-04-10 Les membres du Conseil conviennent que le nombre de billets requis pour assurer la participation des commissaires intéressés aux soupers-bénéfice ci-haut mentionnés, jusqu'à un maximum de quatre par évènement, soient achetés sur le

budget de la Commission scolaire conformément à la *Politique relative aux frais de déplacement et de représentation*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

D'autre part, madame Chartrand informe les membres du Comité de gouvernance et d'éthique de la tenue d'une réunion le 13 avril prochain.

Madame Brigitte Collin souligne la tenue d'une rencontre de l'organisme Loisir et Sport Montérégie. Des précisions sont apportées sur la participation à cette rencontre.

D'autre part, madame Collin souligne le mois de l'autisme en avril.

À l'invitation de madame Chartrand, monsieur Joseph Atalla, directeur général adjoint, apporte des éclaircissements suite à un article paru dernièrement dans le Journal de Montréal concernant une personne impliquée dans un organisme communautaire où travaillent des élèves du Centre de formation du Richelieu dans le cadre de leur formation.

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

C-177-04-10 À 22 h 35, il est proposé par monsieur Luc Lamoureux de lever la séance.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

_____	_____
présidente	secrétaire général

AG/df